



# Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 avril 2009

## CONTENU

---

### Crise économique mondiale

Le G-20 et la lutte contre le protectionnisme .....1

### Point de mire : Asie

La Chine et le commerce déloyal.....3

La Corée du Sud et le libre-échange .....4

**Études économiques et articles connexes.....5**

---

## Crise économique mondiale

### *Le G-20 et la lutte contre le protectionnisme*

Lors du Sommet du G-20 à Londres, les chefs d'État des 20 plus importants pays du monde se sont engagés à lever les « nouvelles barrières » (tarifaires et non tarifaires) à l'entrée (des marchandises et services) dans le but de pallier la crise économique mondiale. Ils se sont également mis d'accord pour signaler à l'OMC tout signe de mesures étatiques pouvant altérer la fluidité des flux commerciaux et financiers.

Dans une récente étude de la Banque Mondiale, on rapporte que sur les 20 pays du G-20, 17 auraient « violé » leurs engagements à ne pas prendre de mesures protectionnistes, qu'elles soient tangibles ou tacites. Ainsi, le Sommet de la semaine dernière visait d'une part, à réitérer cet engagement et d'autre part à le renforcer. Autrement dit, il s'agit d'une volonté de rectifier rapidement et de prévenir efficacement l'apparition de mesures, qui jusqu'à maintenant, ont pu nuire au commerce, donc au rétablissement de l'économie mondiale. Par ailleurs, les chefs d'État ont appelé tous les pays membres de l'OMC à coopérer avec d'autres organisations internationales comme l'OCDE et la CNUCED. La crise étant mondiale, la réponse se doit d'être mondiale. C'est le message qu'on peut retenir du Sommet.

Cela étant dit, il existe une certaine confusion quant à la signification de « nouvelles barrières ». L'OMC ne semble pas faire de distinction entre « mesures protectionnistes » face aux effets de la crise et « mesures compensatoires » face à l'asymétrie commerciale. Sur ce point, le *leader* de la majorité au Sénat américain, Harry Reid, a déclaré que certaines mesures gouvernementales sont légitimes et qu'elles ne devraient faire pas l'objet de restrictions ni d'encadrement de la part de l'OMC. Par exemple, pour Reid, les mesures de sécurité des importations ne constituent pas des mesures « protectionnistes » de même que les subventions à la production domestique par l'entremise de politiques d'achats fédérales (e.g., *Buy American provisions*)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 avril 2009

n'altèrent pas le commerce — du moment qu'il n'y a pas violation des normes de l'OMC. D'autres Sénateurs ont également fait part de leur scepticisme lors d'une séance d'information du Département du Trésor. Ceux-ci ont demandé des précisions quant à la définition de « nouvelles barrières ». Par exemple, certains Sénateurs ont demandé si les mesures *antidumping*, advenant la prise de telles mesures, seraient considérées comme des « nouvelles barrières ». Si tel en est le cas, il s'agirait d'une « interférence » dans la loi nationale américaine. En effet, aux États-Unis, les entreprises ont le droit de « combattre » les pratiques commerciales déloyales en ayant recours à des mesures compensatoires comme l'*antidumping*. Le président du sous-comité pour les affaires commerciales internationales de la Chambre basse du Congrès, Brad Sherman, a également fait part de ses réserves face à l'engagement du G-20. Dans une lettre écrite au Président Obama le 31 mars dernier, Sherman a exprimé ses craintes que des mots tels que « dans le cadre des limites de l'OMC » posent problème en ce qu'ils permettraient de supporter l'argument que les mesures *antidumping* devraient être interdites — un argument que Sherman a qualifié de « fallacieux ». Selon Sherman, un tel langage devrait être retiré du communiqué final du G-20. Autrement, le Congrès verrait sa capacité de prendre des mesures en matière de protection de l'environnement et de la santé ainsi qu'en matière de régulation financière réduite. À en juger par le communiqué final du G-20, il semble que les oppositions à l'interne ont réussi à nuancer le ton. Au lieu d'être écrit comme c'était le cas dans un brouillon: « [...] the commitment to refrain from raising new barriers to investment or to trade in goods and services, including within existing WTO limits, not to impose new trade restrictions, and not to create new subsidies to exports », l'engagement officiel du G-20 se lit plutôt de la manière suivante: « [...] the commitment to refrain from raising new barriers to investment or to trade in goods and services, imposing new exports restrictions, or implementing WTO inconsistent measures to stimulate exports. »

En dernier lieu, les chefs d'États du G-20 se sont également engagés à continuer les efforts pour conclure, de façon « ambitieuse », mais « équilibrée », le Cycle de Doha dès que possible. Mais des rumeurs circulaient dans le bureau du Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk, qu'il soit probable que les États-Unis ne s'engagent dans une autre séance de négociations du Cycle de Doha qu'en Automne 2009.

Pour lire l'étude de la Banque Mondiale, voir:

[http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Trade\\_Note\\_37.pdf](http://siteresources.worldbank.org/NEWS/Resources/Trade_Note_37.pdf)

Pour lire le communiqué final du G-20 voir:

[http://www.g20.org/Documents/g20\\_communique\\_020409.pdf](http://www.g20.org/Documents/g20_communique_020409.pdf)

Source: « G20 Leaders Again Pledge To Refrain From New Trade Barriers », *Inside US Trade*, April 3, 2009 - Vol. 27, No. 13, p. 4.



---

## **Point de mire : Asie**

### ***La Chine et le commerce déloyale***

D'après des témoignages de hauts fonctionnaires récoltés par *Inside US-China Trade* le 31 mars dernier, l'administration Obama devrait faire des politiques industrielles chinoises — jugées « discriminatoires » à l'égard des États-Unis — une de ses priorités dans sa révision de la politique commerciale américaine envers la Chine. Selon les fonctionnaires en question, la Chine pratiquerait des politiques qui discriminent les États-Unis, notamment en matière de régulation d'acquisitions et de fusions d'entreprises ainsi qu'en matière de règles sur les achats gouvernementaux (*government procurement*).

Selon un rapport sur l'estimation commerciale (*2009 National Trade Estimate report*) du Bureau du Représentant américain pour le commerce, la Chine serait, depuis les trois dernières années, passée d'une économie « ouverte » à une économie « plus ou moins » ouverte. Le rapport avance que les nouvelles mesures commerciales prises par Pékin sont de nature à « restreindre l'accessibilité » des marchés et des investissements directs étrangers (IDEs). Le *National Trade Estimate report* énumère une série de politiques qui discriminent les États-Unis dans ses relations commerciales avec la Chine. Parmi celles-ci figurent : la mise en place de « standards nationaux uniques »; l'élargissement du « marché de tests » pour l'industrie chinoise des hautes télécommunications; les pratiques d'achats gouvernementaux; les politiques de promotion et de protection d'importantes sociétés privées et d'État (*pillar industries*); la promotion des marques chinoises par des subventions (jugées illégales) aux exportations. Le rapport fait également état de l'utilisation de plus en plus restrictive de quotas et de droits sur les exportations de matières premières chinoises. Aussi le rapport souligne-t-il de nouvelles restrictions sur les IDEs en Chine et la considération du gouvernement chinois pour la sécurité marco-économique.

Dans une lettre écrite au Président Obama, plusieurs membres du Comité des Voies et Moyens ont fait pression pour que l'administration demande « directement et clairement » au gouvernement chinois les raisons pour lesquelles, la Chine « fait peur » aux entreprises américaines basées en Chine. Selon la lettre, le fait que les États-Unis désire exercer leurs droits (en toute légitimité) en portant l'affaire devant l'Organe de règlement des différends de l'OMC, irriterait la Chine, qui chercherait à attiser la peur chez les entreprises américaines basées sur son territoire en menaçant de révoquer leurs licences ou encore de terminer leurs contrats et de signer avec d'autres entreprises étrangères.



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 avril 2009

S'attarder à l'enjeu des pratiques commerciales déloyales du gouvernement chinois, constitue une des cinq initiatives recommandées par les signataires de la lettre dans le but d'augmenter « systématiquement » la capacité des États-Unis à lever les barrières à l'entrée et à conquérir de nouveaux marchés. Parmi les autres recommandations figurent : augmenter les fonds des agences chargées de faire respecter les normes commerciales internationales et coordonner un effort international pour contrer le « mauvais commerce »; renouveler le mécanisme de l'autorité *Super 301* qui aide à identifier les priorités en matière de respect des normes commerciales; créer un mécanisme comme le *Special 301* visant à identifier les pays qui érigent des barrières à l'entrée (tarifaires ou non); améliorer la défense des lois commerciales américaines à l'OMC.

### **La Corée du Sud et le libre-échange**

Lors d'une rencontre à Londres en marge du Sommet du G-20, le Président Barack Obama s'est entretenu avec son homologue sud-coréen, Lee Myung-bak. Les hommes se sont engagés à « débloquer » les négociations de l'Accord de libre-échange US-Corée du Sud, qui depuis quelques mois maintenant, sont en stagnation. Obama a déclaré qu'il était résolu à faire « progresser » les négociations, mais a avoué que les deux côtés éprouvaient certaines difficultés à faire ratifier l'Accord à l'interne. Selon le communiqué de presse de la Maison Blanche, les deux présidents se sont mis d'accord pour dire que la mise en œuvre de l'accord de libre-échange entre les États-Unis et la Corée du Sud représenterait une avancée sur le plan juridico-commercial (en ce qui a trait aux dispositions sur les droits de propriété intellectuelle) et un puissant incitatif sur le plan commercial.

Le Bureau du Représentant américain pour le commerce a, cette semaine, déclaré que l'Accord avec la Corée du Sud était le dernier (en terme de priorité) sur la liste des trois accords de libre-échange présentement en négociation. Les deux autres accords étant avec le Panama et avec la Colombie.

Se prononçant sur la question, le président du Comité des Voies et Moyens, Charles Rangel et le président du sous-comité sur le commerce, Sander Levin, ont demandé à l'administration Obama de mettre l'accent sur plusieurs barrières à l'entrée sud-coréenne, notamment en ce qui concerne le secteur de l'automobile et des électroménagers. Les deux hommes ont également énuméré cinq enjeux commerciaux concernant la Corée du Sud sur lesquels les États-Unis devraient s'attarder. Il s'agit (1) de l'usage de quotas « autonomes » sur les tarifs, (2) des concessions sur les droits de douane, (3) des tests sur les importations de médicaments, (4) des garanties sur les prêts pour le développement industriel et (5) des subventions à l'industrie nationale électrique sud-coréenne. Par ailleurs, aucun de ces enjeux ne figurent parmi ceux relevés dans le *National Trade Estimate report*. Rangel et Levin se sont également



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 avril 2009

plaintes des subventions du gouvernement sud-coréen à la production de piles au Lithium-ion. Ces piles sont de première importance, car elles représentent une des sources énergétiques de l'automobile de la troisième vague. D'ailleurs, Obama a reconnu, lors d'un discours prononcé devant le Congrès le 24 février dernier, l'importance de cette nouvelle source d'énergie : « New plug-in hybrids roll off our assembly lines, but they will run on batteries made in Korea. I do not accept a future where the jobs and industries of tomorrow take root beyond our borders -- and I know you don't, either. It is time for America to lead again. »

Pour lire le *National Trade Estimate report*, voir:

[http://www.ustr.gov/Document\\_Library/Reports\\_Publications/2008/2008\\_NTE\\_Report/Section\\_Index.html](http://www.ustr.gov/Document_Library/Reports_Publications/2008/2008_NTE_Report/Section_Index.html)

Sources: « NTE Shows USTR Trade Review To Focus On China Industrial Policies », *Inside US Trade*, April 3, 2009 - Vol. 27, No. 13, p. 23. « Lawmakers Blast China on Alleged WTO Threats, Call For Direct Talks », *Inside US Trade*, April 3, 2009 - Vol. 27, No. 13, p. 23. « Obama, Lee Commit To Work For Progress On Korea-U.S. FTA », *Inside US Trade*, April 3, 2009 - Vol. 27, No. 13, p. 15. Barack Obama, « Remarks of President Barack Obama – As Prepared for Delivery Address to Joint Session of Congress », Tuesday, February 24th, 2009. [En ligne]: [http://www.whitehouse.gov/the\\_press\\_office/Remarks-of-President-Barack-Obama-Address-to-Joint-Session-of-Congress/](http://www.whitehouse.gov/the_press_office/Remarks-of-President-Barack-Obama-Address-to-Joint-Session-of-Congress/)

---

### Études économiques et articles connexes

- Brookings Papers on Economic Activity. April 2009 Conference :
  - Do Tax Cuts Starve the Beast? The Effect of Tax Changes on Government Spending* : (Christina Romer et David Romer).
  - Why Doesn't Capitalism Flow to Poor Countries?* : (Rafael Di Tella et Robert MacCulloch).
  - Causes and Consequences of the Oil Shock of 2007-08* : (James Hamilton).
  - The Causal Impact of Education on Economic Growth: Evidence from U.S.*: (Philippe Aghion, Leah Boustan, Caroline Hoxby, et Jerome Vandenbussche).
  - The Financial Crisis: An Inside View* : (Phillip Swagel).
  - Understanding Inflation-Indexed Bond Markets* : (John Campbell, Robert Shiller et Luis Viceira).

Articles disponibles [En ligne] :

[http://www.brookings.edu/economics/bpea/bpea\\_conferencepapers\\_spring2009.aspx](http://www.brookings.edu/economics/bpea/bpea_conferencepapers_spring2009.aspx)



## Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 avril 2009

- *US Taxation of Multinational Corporations: What Makes Sense, What Doesn't.* Par Gary Clyde Hufbauer et Jisun Kim, Peterson Institute for International Economics. March 2009. [En ligne]:  
<http://www.iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1152>
- *Economics of the Geithner Plan.* Par William R. Cline et Thomas Emmons, Peterson Institute for International Economics. April 1, 2009. [En ligne]:  
<http://www.iie.com/publications/papers/cline-emmons20090401.pdf>
- *The Case for TIPS: An Examination of the Costs and Benefits.*  
Source: Federal Reserve Bank of New York. [En ligne]:  
<http://www.newyorkfed.org/research/epr/forthcoming/0903dudl.pdf>
- *New Study Identifies Emerging Threats to Internet Freedom.*  
Source: Freedom House. [En ligne]:  
<http://www.freedomhouse.org/template.cfm?page=383&report=79&group=19>

### Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

**Direction scientifique : Christian Deblock**

**Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto**

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -  
[ceim@uqam.ca](mailto:ceim@uqam.ca)

